

Comment l'agriculture biologique contribue-t-elle aux modes de production et de consommation durables

Synthèse

Stassart P. et Mormont, M. (ULg)

Jamar D. et Stilmant, D. (CRA-W)

Aertsens, J. et Van Huylenbroeck, G. (U Gent)

Dans tout processus d'évolution socio-économique se créent des irréversibilités qui sont bien connues des économistes (path dependency, lock-in technologique, etc) et qui constituent un des problèmes cruciaux des stratégies de développement durable. Celles-ci postulent en effet qu'il est possible de réorienter plus ou moins fortement des filières de production et de consommation. Dans cette perspective, on est conduit à accorder une attention toute particulière aux bifurcations qui se produisent dans l'évolution d'un secteur. On entend par bifurcation le choix qui est fait à un moment donné d'une technique, d'une norme, d'une forme d'organisation, quand ce choix entraîne une série d'autres choix, par exemple d'investissement, qui vont donner une caractéristique relativement irréversible à l'évolution en cours. L'irréversibilité peut aussi résulter de l'abandon de connaissances antérieures rendues obsolètes par une technique adoptée.

L'enjeu de durabilité que représente l'agriculture biologique est alors double : en premier lieu il s'agit de savoir si les méthodes et techniques utilisées sont meilleures au regard de critères environnementaux et sociaux, mais il s'agit aussi de savoir si l'agriculture biologique maintient ouvertes des options techniques différentes avec les potentialités de développement et d'apprentissage que cela implique. Cette recherche visait ces deux enjeux dans un contexte où la filière biologique considérée s'inscrit progressivement dans les circuits conventionnels de distribution. L'agriculture biologique dispose a priori d'une légitimité supérieure à l'agriculture conventionnelle au regard du développement durable et cette légitimité est politiquement reconnue au travers de mesures spécifiques de soutien dont elle bénéficie dans la politique agricole européenne ainsi que dans la politique nationale de développement durable. En outre plusieurs crises alimentaires ont renforcé l'intérêt des consommateurs et permis une croissance du marché de la viande bio qui est au centre de cette recherche. Ceci a eu pour conséquence immédiate l'entrée de nouveaux opérateurs : un nouveau type de producteurs (chapitre 3.4), la grande distribution (chap. 3.1), un nouveau type de consommateurs (chap. 3.3) et finalement mais on l'a peu étudié en tant que tel (chap. 1.1), des transformateurs industriels.

Ceux ci ont introduit en retour des modèles techniques de production et de transformation conventionnels, une opacité sur les consommateurs de produits bio et une nouvelle tolérance dans l'interprétation locale des normes bio. Le paradoxe est donc que l'extension du marché fait entrer de nouveaux producteurs mais aussi transforme les filières : l'entrée de la grande distribution et des phénomènes de concurrence dans ce secteur tout comme de nouveaux consommateurs viennent modifier les rapports entre les partenaires de la filière. Ce phénomène est comparable d'ailleurs à ce qui se passe dans le secteur du commerce équitable¹. Le processus de « conventionnalisation » qui s'ensuit désigne l'alignement progressif de la production biologique sur les normes organisationnelles et techniques des filières conventionnelles. Ce processus n'est pas sans conséquence potentielle sur la durabilité de la filière, tant sur sa capacité à se conformer des normes environnementales que sur sa capacité à durablement développer une alternative technique et sociale en terme de production notamment.

Nous avons ainsi montré (chap. 3.4.) que la croissance du marché et les primes à la reconversion ont attiré dans le secteur bio de nouveaux producteurs mais qu'une partie de ceux-ci au moins ont en retour introduit des modèles techniques conventionnels de production qui entrent en tension forte avec les normes bio et qui font courir un risque : celui de ne plus pouvoir revendiquer les bénéfices environnementaux de la production bio. En d'autres termes la conventionnalisation du bio – dans ce secteur spécifique tend à rapprocher celui-ci des schémas intensifs. C'est donc précisément la durabilité de cette filière dans le cours de ce processus de croissance et de conventionnalisation qui est en cause, tant dans ses impacts environnementaux que dans sa capacité à constituer un modèle technique autonome. Plus que d'une évaluation des modes de production, au regard des normes ou en référence à des indicateurs, notre démarche a visé à comprendre la trajectoire de cette filière, la manière dont elle évolue et se transforme. Un principe théorique a guidé cette analyse : il consiste à considérer que les techniques, les normes organisationnelles, les stratégies et les identités ne sont pas des sphères indépendantes mais qu'au contraire elles sont liées dans des configurations ou des compositions qui font que les trajectoires d'évolution sont inextricablement sociales et techniques.

Le concept de filière a alors été réinterrogé à partir de deux hypothèses importantes. En effet là où les économistes voient avant tout des formes d'organisation des échanges entre les acteurs économiques, essentiellement producteurs et intermédiaires commerciaux nous avons élargi cette notion aux deux extrêmes des « filières économiques » : d'une part le constat a été rapidement fait que la représentation que producteurs et distributeurs se font des consommateurs constitue un problème clé de cette filière et d'autre part la production de viande mobilise à l'autre bout des êtres vivants à propos desquels se pose aux éleveurs la question de savoir ce qu'ils peuvent faire, ce dont ils sont capables dans des systèmes qui ne sont pas que techniques mais aussi « écologiques ». C'est sans doute un des autres défis de la recherche sur le développement durable que de devoir élargir ainsi le champ d'étude ce qui implique presque nécessairement une approche pluridisciplinaire. La prise en compte des animaux, des prairies d'un côté, des

¹ Voir le rapport « Le commerce équitable face aux nouveaux défis commerciaux : évolution des dynamiques d'acteurs », SFPS, 2006, projet CP/10/481 dans le cadre du même programme de recherche.

consommateurs de l'autre accroît évidemment la complexité de l'objet d'étude, mais en même temps cet élargissement a des chances d'élargir le nombre de choix possibles, de bifurcations et donc d'options.

Dans cette optique :- recherche des bifurcations et des irréversibilités, élargissement au monde naturel et aux consommateurs – il faut évidemment abandonner une optique purement déterministe puisqu'au contraire on cherche à identifier des trajectoires possibles qui peuvent faire l'objet de choix a priori non déterminés. Cette position épistémologique implique qu'on considère le développement à la fois comme un processus autonome où il s'agit de révéler les potentialités de l'existant, et comme un processus volontaire où sont opérés de choix qui vont révéler des voies possibles. C'est finalement le sens de cette recherche – identifier des possibles dans un contexte de complexité socio-technique – qui a orienté la démarche vers une méthode de recherche – intervention. En effet identifier – et même expérimenter – des évolutions possibles dans une complexité de relations implique la nécessité d'associer à la recherche au moins certains des acteurs, de manière à comprendre non seulement les facteurs associés à telle ou telle évolution mais peut-être surtout les étapes qui permettent à ces acteurs de s'inscrire dans des possibles qu'il est impossible de construire en dehors d'eux. Il importe alors de partir d'un diagnostic où leurs points de vue, leurs questions, leurs attentes ou leurs craintes sont des ingrédients de la recherche autant que les questions que légitimement les chercheurs posent dans leurs propres champs. Il s'agit donc, en résumé, de susciter des situations de choix qui peuvent apprendre.

L'analyse en termes de filière élargie conduit à mettre en évidence que les échanges, les contrats, les transactions entre les partenaires sont cadrés par une série de croyances, de normes, de savoirs et de représentations qui, partagées ou distribuées selon les cas, forment une sorte d'armature à laquelle se rattachent les pratiques et les relations entre les acteurs mais aussi leurs questionnements. La question du devenir des filières bio peut alors être formulée, de la manière la plus générale, comme celle d'une compatibilité très difficile entre les normes bio d'une part et le référentiel de la filière conventionnelle sur lequel les acteurs s'appuient : ce référentiel comporte principalement une définition du produit, elle-même liée à une représentation du consommateur, mais cette définition du produit est aussi étroitement associée aux compétences des éleveurs, à leur savoir-faire en termes d'élevage et d'engraissement, ainsi qu'à celle du transformateur. Cette quasi incompatibilité entre normes bio et normes / savoirs conventionnels a aussi pour effet de susciter un état de suspicion entre les acteurs, suspicion qui elle-même pour effet de créer une incertitude non seulement sur le produit mais aussi sur la loyauté des partenaires dans une sorte de cercle vicieux de la défiance.

La démarche de recherche a dû alors procéder à plusieurs opérations (actions des chercheurs) qui vont servir d'analyseurs. D'une part il a fallu partir des questions des partenaires de la filière, comprendre leurs points de vue de manière à identifier les espaces où des actions pouvaient être entreprises et des bifurcations seraient possibles. D'autre part, il a également fallu inventer des dispositifs organisationnels de manière à former de nouveaux liens et recréer une confiance suffisante pour expérimenter. Dans un tel contexte (de complexité et de méfiance) il est en effet pratiquement exclu de poser tous les problèmes à tous les partenaires en même temps : il faut au contraire identifier des espaces partiels où des questions peuvent être traitées comme autant d'étapes et comme autant de briques d'une

reconstruction.

Toutes ces opérations de recherche peuvent être résumées autour de trois chantiers principaux.

Le premier concerne ce qu'on a appelé la question de la qualification du produit et elle renvoie bien sûr à la question du consommateur. Il est ici crucial de concevoir le consommateur d'une manière nouvelle : il n'est ni le récepteur passif d'action de marketing ni le souverain dont les producteurs seraient les serviles pourvoyeurs. Le consommateur est agissant dans la mesure où il répond à des prescriptions diverses et de multiples origines, qu'elles soient gastronomiques, sanitaires ou même citoyennes. Dès lors ce qui importe dans une perspective durabilité c'est de construire un système qui soit à la fois de prescription (qui donne aux consommateurs des repères cognitifs) et d'enregistrement en retour de leurs réactions à ces prescriptions. Nous avons pu valider l'hypothèse qu'en l'occurrence la race constituait un point crucial d'un dispositif permettant de lier production biologique, valeur sanitaire, valeurs environnementales et valeur gustative. Mais ce dispositif est à créer et à développer sur base d'une représentation / prescription d'un consommateur négociateur et apprenant.

Le second chantier est celui qu'on a appelé de la convention de qualification qui devrait sous-tendre l'organisation de la filière. La convention de qualification désigne ; autour d'un produit dont la qualité est fixée, la manière dont les compétences et les engagements des partenaires sont définis. Il s'agit en l'occurrence de savoir que qui est de la responsabilité et de la compétence des éleveurs, et ce qui relève de celles du distributeur ou encore du transformateur. Il s'agit notamment de savoir comment et par qui peut être organisée une planification de la production entre les producteurs, planification qui doit répondre à la fois à des critères d'efficacité, de flexibilité et d'équité. Sur ce point nous avons pu montrer, par les propositions que nous avons faites et négociées avec les partenaires, que l'organisation de telles relations pouvait et devait s'appuyer sur des procédures et des instruments concrets capables de garantir l'équité des échanges, mais nous avons aussi insisté sur le fait que la profession d'agriculteur bio manquait de références légitimes c'est-à-dire d'une convention d'effort renouvelée, pour définir ses responsabilités et ses compétences. De même la relation avec les consommateurs souffre d'un manque de représentation légitime et équipée de ce qu'est le métier en tant que responsable d'un produit doté de qualités identifiées. Nous touchons ici au décalage (croissant) entre une réduction d'un métier à sa dimension purement économique de fournisseur et les ambitions d'un secteur biologique qui ne peut exister sans se justifier d'autres qualités environnementales ou sociales. Les seuls mécanismes économiques (incitants, soutiens, primes) ne peuvent suffire à faire vivre des filières qui reposent sur d'autres engagements parce qu'elles ont d'autres ambitions et d'autres modes de reconnaissance. Il nous semble pertinent de mettre ceci en relation avec la remarque de Sen who noted that the "use of incentives and private calculations of personal gains and profits" may well enable efficiency gains, but this might end up being brought at the cost of

“undermining general values that support mutual help and cooperation”²

Le troisième chantier de cette recherche a consisté dans les recherches plus « scientifiques ou techniques » qui ont cherché à explorer les transformations techniques qu’impliqueraient la mise en compatibilité des exigences économiques de la filière avec les normes bio. Les normes considérées sont d’une part celle de la part de fourrages dans l’alimentation des animaux et d’autre part celle de la maîtrise du parasitisme dans un contexte de limitation des traitements antiparasitaires. Ces normes ont été choisies pour une double raison : c’est qu’elles concernent des points clés du système de production bio d’une part, mais aussi qu’elles ont une signification forte pour les consommateurs et donc pour la différenciation sur le marché. Dans le premier cas, on a eu recours à un schéma expérimental qui a permis de montrer que d’autres schémas alimentaires, valorisant le fourrage au détriment des concentrés, étaient possibles, mais qu’ils se heurtent, dans la pratique, à la nécessité d’un apprentissage précoce, par les animaux, de ce mode d’alimentation d’une part et d’autre part à l’organisation de la filière qui, dans cette hypothèse, devrait accepter de revoir certaines normes de qualité en termes de produit final. Le second cas concerne la gestion du parasitisme et il a été traité à travers des groupes d’apprentissage rassemblant des éleveurs, des vétérinaires et les chercheurs et des suivis de lots en ferme. Le parasitisme est étroitement lié aux modes d’utilisation des prairies, mais plus profondément il met en cause une autre approche de la santé animale qui prend en compte non seulement l’animal individuel et le parasite mais l’articulation « écologique » entre le cycle du parasite, la prairie, l’animal et le troupeau dans son ensemble. En d’autres termes une approche préventive du parasitisme, qui éviterait le recours aux médicaments, implique l’abandon d’une volonté d’éradication au profit d’une gestion combinée du troupeau et des prairies pour maîtriser une forme de coexistence non dommageable à la fois aux performances et à la santé du troupeau. Ce résultat, se situe à l’amont d’une démarche expérimentale et demande par conséquent des confirmations à la fois expérimentales et pratiques mais il permet néanmoins de confirmer l’hypothèse selon laquelle le développement d’une filière durable implique aussi une redéfinition des rapports à la nature et plus précisément des compétences conjuguées des éleveurs et des animaux. Ces deux chantiers permettent aussi d’indiquer la manière dont, dans cette recherche pluridisciplinaire, se sont intégrés différentes disciplines et méthodes de recherche.

L’objectif premier de cette recherche était en effet méthodologique. Les résultats concernant la filière bio, pour partiels et provisoires qu’ils soient, ont avant tout pour intérêt de montrer comment une recherche en direction de modes de production et de consommation durable, peut se concevoir. Une filière de production - consommation, si on la conçoit comme une composition de techniques, de savoirs, de normes et d’identités, ne relève pas d’une rationalité unique qui se déploierait de manière linéaire de la demande du consommateur aux milieux écologiques où elle puise ses ressources. Elle est plutôt composition de différentes rationalités qui s’articulent les unes aux autres dans une série de nœuds socio-techniques. La technique de lutte contre le parasitisme illustre bien cette articulation partielle entre

² Sen A (2000) "What Difference Can Ethics Make?" In Lecture at the International Meeting on "Ethics and Development" of the Inter-American Development Bank in collaboration with the Norwegian Government.

des savoirs techniques vétérinaires, des pratiques d'alimentation et des exigences quant au produit final qui renvoient, à travers une série de médiations, tant à des connaissances agronomiques qu'à des demandes de consommateurs relevant du marketing. La démarche scientifique habituelle, celle des sciences appliquées, traite séparément chacun des nœuds ; elle isole alors les contraintes qu'elle juge exogènes pour se donner un objet délimité dont elle explore les possibilités de le rationaliser, toutes choses égales par ailleurs. Si on considère par exemple la demande des consommateurs, on se donne un point fixe qui facilite l'exploration des « produits » possibles et des modes de production qui lui correspondent. Le risque de cette démarche est qu'en même temps qu'on internalise une vision du consommateur, on externalise une série de conséquences de ce choix.

Dans notre démarche méthodologique en effet il est essentiel de produire au départ un diagnostic partagé sur la situation étudiée. Ce diagnostic révèle diverses pistes de recherche ainsi que, via des échanges avec les acteurs, des pistes d'action. Dans ce diagnostic on accorde une place importante aux acteurs, à leurs points de vue et questions dans la mesure où ceux-ci révèlent des questions possibles de recherche ou des initiatives possibles. Mais les chercheurs, inspirés ici par la question du développement durable, ont aussi à privilégier les démarches qui leur paraissent les plus pertinentes. On n'est donc ni dans une perspective de réponse à la demande des acteurs, ni dans une perspective d'imposition des questions de la recherche aux acteurs. Il s'agit plutôt d'une transaction ou d'une série de transactions entre des partenaires dont les intérêts sont différents mais peuvent converger dans des opérations de recherche.

Un deuxième principe méthodologique consiste à considérer que connaissances et relations entre les acteurs se conditionnent mutuellement : certaines questions ne peuvent émerger qu'en changeant les relations et notamment les rapports de confiance ou d'équité, de même que des connaissances nouvelles peuvent susciter des réorganisations des filières. C'est en particulier le cas des connaissances produites autour des consommateurs. Ce principe est largement illustré dans la recherche.

Enfin un troisième principe guide cette recherche. C'est que les différents chantiers de recherche évoqués ci-dessus doivent trouver une cohérence et celle-ci n'est possible qu'en mettant sans cesse en relation les acquis dans un domaine avec les questions ou les progrès dans un autre domaine. C'est ainsi que les chantiers plus techniques ont été traités. D'une part ils explorent des potentiels techniques qui répondent à des questions importantes au regard de la filière et de sa durabilité. C'est ainsi par exemple que les questions liées au parasitisme ou à l'alimentation répondent à des questions cruciales quant à l'usage des pâturages (norme bio) mais aussi à des préoccupations pertinentes pour les consommateurs.

A travers ces trois principes, nous pensons ainsi avoir développé une méthodologie spécifique aux questionnements du développement durable. Cette méthodologie nous semble en effet permettre de répondre à deux exigences cruciales : le maintien d'options techniques diversifiées à l'encontre de toute irréversibilité technique, d'une part, et d'autre part la prise en considération simultanée de critères écologiques, de critères d'efficacité et de critères d'équité. Ces trois dimensions du développement durable, notre recherche le montre, ne peuvent en effet être traitées séparément, mais au contraire simultanément en entrant résolument dans la

complexité socio-technique. A cet égard l'élevage constitue un objet tout à fait éclairant des liens subtils et souvent cachés qui vont du milieu naturel à la technique, et de l'écologie au social. Déconstruire ce qui a été oublié dans les choix antérieurs est alors une condition nécessaire de la reconstruction de filières durables.

Cette déconstruction sociale riche en promesses de durabilité mais délicate en terme d'irréversibilité dans les relations qu'elle modifie inévitablement, ne se fait pas au hasard, elle demande des conditions, une méthode, que notre recherche a contribué à préciser et qui en tout état de cause ne fait pas l'économie, de la part des chercheurs impliqués, d'un aller et retour permanent entre l'attachement³ sincère nécessaire à l'intervention et le détachement méthodique indispensable à l'intégration scientifique.

³ Au sens de M. Callon, 1999. Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement. Sociologie du travail, 41, 65-78